

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL

Z.I. 14 rue de l'Industrie
BP 28
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/AR 2023 - 1219B
Code AIOT : 0005901564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL implanté Les Communaux 25660 Les Monts-Ronds. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL
- Les Communaux 25660 Les Monts-Ronds
- Code AIOT : 0005901564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires dont le tonnage moyen autorisé est de 1 000 000 t/an. La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Carrière
- Déchets
- Rejets atmosphériques – action nationale 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.1	/	Sans objet
5	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
9	Modalités de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
10	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5. à 19.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4	/	Sans objet
3	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 29	/	Sans objet
4	bordereau de suivi et registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.2 et	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		34.3		
6	Limitation des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	/	Sans objet
7	Point de rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la carrière était exploitée de manière satisfaisante.

Des justifications sont toutefois attendues sur l'acceptation d'un lot de déchets d'enrobés bitumineux.

L'exploitant doit également vérifier auprès de ses prestataires la norme utilisée pour la mesure des PM10 dans les rejets atmosphériques et les données météo utilisées pour l'analyse de la surveillance des retombées de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 15 231 000 m3 (environ 30 000 000 t) sous une couverture de 2.2 m de terres végétales et matériaux de découverte.</p> <p>La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 1 000 000 tonnes.</p> <p>La production pourra atteindre 1 100 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées.</p> <p>Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ses niveaux de production sur la plateforme GEREP. La production pour l'année 2022 est inférieure à la production moyenne autorisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel variera de 35 m à 60 m en allant du Sud vers le Nord (de 3 à 4 gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun séparés par des banquettes sensiblement horizontales de 10 m de largeur au minimum).
Constats : L'exploitant a transmis le plan topographique de la carrière au 21 juillet 2023. L'examen de ce plan montre la présence de fronts de taille de plus de 15 mètres (front de 30 mètres environ). L'exploitant a indiqué que ce dépassement de la hauteur autorisée avait été temporaire, et effectué en lien avec les travaux de réalignement des fronts de taille. Lors de la visite du site, il a été observé qu'il y avait à nouveau 2 fronts de 15 mètres à la place d'un seul front de 30 mètres.
Demande de compléments : l'exploitant transmettra à l'inspection sous deux mois une mise à jour du plan topographique de la carrière.
Observations : L'exploitant doit modifier les appellations figurant sur le plan concernant la zone décapée au nord-est et la zone en cours de remblayage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
Constats : La société en charge de la réalisation des tirs de mines avait transmis à l'inspection le bilan des mesures de vibrations pour les tirs effectués en 2023 jusqu'au 1er septembre. Les mesures sont inférieures à la valeur limite de 10 mm/s. la valeur maximale mesurée est de 5,40 mm/s au niveau de la cabane de chasse.
Observations : L'attention de l'exploitant a été attirée sur le fait qu'une valeur limite de 5 mm/s est prescrite en région BFC pour les nouvelles autorisations d'exploitation de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : bordereau de suivi et registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.2 et 34.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Art 34.2 : Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leur caractéristique et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Art 34.3 : L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Constats :

Constat de l'inspection du 08/12/2022 :

Le registre de l'exploitant est constitué de la compilation des relevés de livraison quotidien.

Le relevé des livraisons de déchets inertes de la journée du 07/12/2022 a été examiné. Le relevé comprend les informations suivantes :

- le nom de l'entreprise qui apporte les déchets
- le nom du chantier d'où proviennent les déchets
- la date de livraison
- les quantités de déchets
- le nom du transporteur et la plaque minéralogique du véhicule
- le n° du bordereau de livraison

Sur le relevé, tous les déchets portent la dénomination "Déblais inertes classe 3", sans que le code déchet ni le type de déchets reçus ne soit précisé.

L'exploitant dispose d'un plan topographique sur lequel sont indiquées les zones de stockage de déchets par période d'apport.

Non-conformité : l'exploitant doit tenir un registre des déchets avec l'ensemble des informations requises par la réglementation. Celles-ci figurent à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes et à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments.

Constat de la présente inspection :

L'exploitant a indiqué qu'il avait modifié le registre des déchets entrants afin de préciser le code déchet et la typologie des déchets acceptés.

Le registre n'a pas été examiné lors de la visite.

Post-inspection, l'exploitant a transmis le bilan des registres pour les mois de septembre et octobre 2023. Les différents types de déchets sont bien identifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Apport de déchets inertes pour les rubriques 2510, 2515, 2516, 2517 et 2760

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Art 3 : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

art 5 : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de l'inspection du 08/12/2022 :</i></p> <p><i>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il n'avait pas formalisé de procédure d'acceptation préalable pour la réception de déchets inertes.</i></p> <p><i>Non-conformité : l'exploitant doit mettre en place une procédure d'acceptation préalable pour la réception des déchets inertes utilisés pour le remblaiement de la carrière.</i></p> <p>Constat de la présente inspection :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes sur la carrière. Les producteurs de déchets doivent renseigner une fiche d'acceptation préalable pour chaque chantier (hormis les sociétés du groupe Bonnefoy qui ont une fiche d'acceptation préalable annuelle).</p> <p>Le modèle document d'acceptation préalable (DAP) comprend l'ensemble des informations requises. Un contrôle par sondage DAP reçues en 2023 a été fait. Les documents sont globalement bien renseignés, à quelques exceptions près.</p> <p>L'exploitant a reçu des déchets d'enrobés provenant d'un chantier du Conseil départemental du Doubs sur la RD 464. La DAP ne précise pas qu'un contrôle de l'absence d'HAP et d'amiante a été fait.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis les résultats des analyses en HAP et amiante mandatées par le Conseil Départemental du Doubs sur la RD 464. Les résultats montrent l'absence d'amiante. Par contre, des échantillons prélevés sur la RD 464 présente des concentrations en HAP supérieures au seuil d'admissibilité des déchets inertes figurant au 2° de l'annexe II de l'AM du 12/12/2014 (50 mg/kg MS) : il s'agit des échantillons Y21 (RD464 PR43+600 : 680 mg/kg MS), Y30 (RD464 PR49+400 : 74 mg/kg MS) et Y31 (RD464 PR49+800 : 530 mg/kg MS).</p> <p>Demande de compléments : l'exploitant doit justifier sous un mois qu'il n'a pas accepté de déchets d'enrobés provenant des zones présentant des concentrations en HAP supérieures au seuil d'admissibilité.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant est invité à faire un rappel à son personnel sur la vérification de la complétude des DAP.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Limitation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2023 - Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes</p>

<p>sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> – capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ; – brumisation ; – système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. <p>Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière est équipée de 3 étages de traitement (primaire, secondaire et tertiaire). En cas de temps sec, une pulvérisation d'eau peut être réalisée au niveau du traitement primaire.</p> <p>Aucun traitement des poussières n'est présent au niveau du secondaire.</p> <p>Le traitement tertiaire est situé dans un bâtiment fermé, équipé d'une aspiration. L'air aspiré est ensuite traité via un filtre à manches avant rejet.</p> <p>Les poussières captées par le filtre à manche sont stockées dans un silo. Ces poussières sont, soit valorisées en interne dans les produits élaborés fabriqués sur le site, soit valorisées en externe par des agriculteurs (ajustement du pH par le calcaire), soit valorisées en interne pour le remblaiement de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Point de rejet à l'atmosphère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2023 - Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets canalisés en provenance du traitement tertiaire sont traités par un filtre à manches. Il y a un seul point de rejet. La cheminée fait une hauteur de 15 mètres environ.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2023 - Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm³ ; <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h.</p> <p>La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrément pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.</p> <p>En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de mesures des rejets atmosphériques du 17/05/2023 (mesures réalisées le 17/04/2023).</p> <p>La concentration en poussières mesurées est très inférieure à la valeur limite d'émissions (0,69 mg/Nm³).</p> <p>Le débit d'aspiration mesurée est de 60 000 Nm³/h environ. Une mesure de la teneur en PM10 a été faite (0 mg/Nm³).</p> <p>L'exploitant met en œuvre une maintenance préventive du filtre à manche et du groupe d'aspiration pour limiter les pannes. Une société externe intervient une fois par an.</p> <p>Demande de complément : l'exploitant transmettra sous un mois la dernière facture ou rapport d'intervention pour la maintenance du filtre à manches.</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'un changement préventif de l'ensemble des manches était fait tous les quatre à cinq ans.</p> <p>Demande de complément : l'exploitant transmettra sous un mois les justificatifs du dernier changement des filtres à manche.</p> <p>Concernant la gestion des pannes, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de procédure écrite. Une ronde journalière est effectuée avec vérification du bon fonctionnement du filtre à manches. Une alarme est également reportée au niveau de la supervision en cas de panne sur le groupe d'aspiration. L'exploitant a indiqué que l'installation serait arrêtée en cas de problèmes. Il dispose d'une réserve de manches si l'une d'elles était percée.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Modalités de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2023 - Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon :

-la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m³ ;

– la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m³ ;

– la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10,

sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé.

Constats :

Le contrôle du rejet des poussières a été effectué par la société SOCOTEC, qui dispose de l'agrément ministériel pour le prélèvement et la quantification des poussières dans une veine gazeuse (agréments n° 1a et 1b selon l'arrêté ministériel du 11 mars 2010).

La norme utilisée pour les poussières mentionnée dans le rapport de mesures est la norme NF EN 13284-1.

Concernant le point de prélèvement, le rapport indique que celui-ci ne respecte pas complètement la norme NF EN 15259 (distance en amont et aval du point de prélèvement insuffisante). Toutefois le rapport indique que cela ne remet pas en cause l'homogénéité de la section de mesure, et que l'impact sur les mesures est négligeable.

Le rapport ne précise pas la méthode utilisée pour la mesure des PM10 et ne fait pas référence à la norme NF EN ISO 23210.

Demande de compléments : l'exploitant doit demander au laboratoire de contrôle si la mesure des PM 10 a été faite selon la norme NF EN ISO 2310. L'exploitant transmettra cette information à l'inspection sous un mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5. à 19.8

Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale 2023 - Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

19.5 Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de

mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

19.6 Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

19.7 Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

19.8. - Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Constats :

L'exploitant a transmis le bilan des 2 campagnes de surveillance des retombées de poussières

(fréquence semestrielle) réalisées en 2023. Le plan de surveillance comprend 4 points de mesure :

- 1 jauge témoin (type a)
- 2 jauges au niveau des habitations les plus proches sous les vents dominants (type b)
- 1 jauge en limite de site près de l'installation de traitement.

Les campagnes de mesures sont réalisées selon la norme NF X 43-014.

Les résultats des mesures au niveau des points de mesures de type b sont inférieurs à la valeur limite de $500 \text{ mg/m}^2/\text{j}$ (valeur maximum de $290 \text{ mg/m}^2/\text{j}$).

Le bilan montre un résultat très élevé ($21\,568 \text{ mg/m}^2/\text{j}$) pour une des mesures au niveau de la jauge de type c. Le rapport indique que cette valeur est due à la proximité immédiate d'une piste : le passage des camions remet en suspension des poussières à faible hauteur qui se retrouve dans la jauge. Cette station va être déplacée afin d'être plus représentative.

Le rapport de mesure utilise les données météo d'une station située à Besançon. L'exploitant a indiqué qu'il avait une station météo sur site, qui aurait dû être utilisée pour les données du rapport.

Non-conformité : les données météo provenant de la station météo sur le site de la carrière doivent être utilisées pour analyser les résultats de la surveillance des retombées de poussières.

Type de suites proposées : Susceptible de suites